

50 ans déjà, 50 ans seulement

D O S S I E R D E P R E S S E

1961 – 2011

**Des responsables d'organisations de solidarité
dans les pays du Sud et de l'Est
sont en France
pour les 50 ans du CCFD-Terre Solidaire**



Comite catholique contre la faim et pour le développement – Terre Solidaire
4 rue Jean Lantier 75001 Paris – www.ccfid-terresolidaire.org

Les partenaires du Sud et de l'Est viennent partager la fête



Pour fêter son anniversaire, le CCFD-Terre Solidaire a fait résolument le choix de célébrer le parcours accompli avec ses partenaires qui, dans des situations de pauvreté les plus dures, ont inventé et mis collectivement en œuvre des actions concrètes pour leur propre développement. Nous choisissons de porter notre attention sur ces femmes et ces hommes, nos partenaires du Sud et de l'Est qui, parfois dans la fragilité, toujours dans l'imagination et le courage, jusqu'au risque de leur vie, ont contribué - et contribuent encore aujourd'hui - à créer un monde un peu moins injuste et plus fraternel.

Guy Aurenche, président du CCFD-Terre Solidaire

50 ans de partenariat avec des acteurs du Sud et de l'Est

Pour remplir sa mission de solidarité internationale, le CCFD-Terre Solidaire a fait le choix de soutenir des initiatives de la société civile dans une relation de partenariat et non une relation d'assistance. Au fil de cinq décennies, cette approche a permis l'émergence d'acteurs locaux de développement et de transformation sociale vers plus de justice, de dignité et d'humanité. Ainsi, au cours de son histoire le CCFD-Terre Solidaire a tissé des liens avec des milliers d'acteurs dans les pays du Sud et de l'Est.

Rencontrer les partenaires lors de leur venue en France

Quarante huit responsables d'organisations de solidarité sont invités du 16 mars au 05 avril 2011 pour fêter cinq décennies d'action et apporter leur témoignage. Ils se rendront dans toutes les régions de France et participeront aux nombreux événements et manifestations organisées par le réseau de bénévoles du CCFD-Terre Solidaire.

Sommaire

	Afrique du sud	1
	CPLD - Mme Dadisai TADERERA	
	Sinomlando - M. Mfazo Cliford MADONDO et M. Philippe DENIS	
	SPP - M. Charles Ivan WILLIAMS	
AFRIQUE	Benin	2
	SINDO - Mme Flore Emma MONGBO	
	SYNPA - M. Dramane CHABI AKPO	
	Burundi	3
	ACORD - Mme Sophie HAVYARIMANA	
	ASB - M. Albert NYAMWANA	
	INADES - M. André BUTOYI	
	REJA - M. Fabrice RUBERINTWARI	
	Cameroun	3
	Msgr Samuel KLEDA	
	Mali	3
	Centre Djoliba - M. Marc TRAORE	
	Niger	4
	Afrique Verte - Mme Hadiza ADA BOUREIMA	
	MOORIBEN - M. Nassourou MOUSSA	
	Republique Democratique du Congo	4
	CERN - M. Coco MBANGU	
	UWAKI - M. Théogène KAMBERE SIKITYAMUVA	
	Togo	5
	ECHOPPE - Mme Mawulé DADJO épouse BALE	
	MAPTO - Valentin KONSANA	
AMERIQUE LATINE ET CARAIBES	Argentine	6
	ACCION EDUCATIVA - Mme Monica Beatriz RIVERO	
	Bresil	6
	MST - Mme Irma BRUNETTO	
	Colombie	6
	OIA - Mme Aida Petrona SUAREZ SANTOS	
	Guatemala	7
	Actoras de Cambio - Mme Angelica LOPEZ	
	ODHAG - M. Ruddy Franck ZAPET DE LEON	
	Haiti	7
	CONCERT'ACTION - M. Anthony EYMA	
	ITECA - M. Robert METAYER	
	KNFP - M. Dieudonné EUGENE	
	Mexique	8
	SERAPAZ - M. Miguel Alvarez	
	Paraguay	9
	CDE - Mme Elsy Lourdes VERA OZUNA	
	Perou	9
	COOPERACCION - Mme Giselle SALAZAR BLANCO	
	FOVIDA - Mme Edith Yovana GARFIAS DAMIANO	
	GRESF - M. Roberto LAY RUIZ	
ASIE	Asie	11
	WWA - Mme Jini YOUNG PARK	
	Cambodge	11
	ADHOC - M. Nay VANDA	
	Indonésie	12
	SPI - Mme ZUBAIDAH	
	Philippines	12
	IRDF - Mme Arze GLIPO	
	KAAGAPAY - Mme Goldy Luck OMELIO	
	Vietnam	13
	SPERI - Mme Lanh TRAN THI	
BASSIN MEDI- TERRANEEN	Egypte	14
	JBA - M. Ayman SAAD DANIEL	
	Israel	14
	BALADNA - Mme Nataly HAYIK	
	Liban	14
	Mada	
	Maroc	15
	IDD - M. Rafik NAJI	
	Palestine	15
	MEC-DSPR - M. Georges RISHMAWI	
	PFU - M. Khaled SOBOH	
EUROPE DE L'EST	Kosovo	16
	RADK - M. Adem BEHA et M. Avdulla MUSTAFA	
MIGRATION	France	16
	FIA-ISM - Mme Léa LI YUNG RAMIELSON et Mme Adolé ANKRAH	

AFRIQUE ET OCEAN INDIEN

AFRIQUE DU SUD

DROITS ECONOMIQUES ET SOCIAUX
CITOYENNETE

🚩 **CPLO – Catholic Parliamentary Liaison Office**

Dadisaï TADERERA, Chargée d'étude

Parle anglais et shona

Après l'organisation des premières élections démocratiques, la Conférence des Evêques d'Afrique du Sud promeut l'idée d'une coopération entre l'église et les politiques. Pour ce faire, les évêques décident de créer une structure spécialisée, permettent le lien entre l'église catholique d'un côté, et le gouvernement et le parlement, de l'autre. De cette décision naît le Catholic Parliamentary Liaison Office (CPLO) en 1997.

En agissant au cœur du Parlement, CPLO favorise à la fois la compréhension par l'Eglise des enjeux de développement du pays ; et participe activement à l'implication de l'Eglise dans l'amélioration de la législation du pays. C'est aussi à travers la publication de notes de synthèse et l'organisation de tables rondes sur des thématiques très diverses telles que la xénophobie, les énergies renouvelables, l'analyse post-élection de 2009, la hausse des prix alimentaires, etc ... auxquelles sont invitées parlementaires, membres du gouvernement, et représentants d'Eglise, que CPLO diffuse et enrichit son savoir.

Toutes ces activités ont un but : la communication. Avec sa position de « pont » entre l'Eglise et l'Etat, le CPLO se porte garant de la circulation d'idées, de valeurs et d'opinions et des deux côtés.

Régions visitées: Champagne Ardenne, Nord Pas de Calais, Picardie

AIDE A L'ENFANCE
SANTÉ

🚩 **SINOMLANDO – Centre for Oral History and Memory Work in Africa**

M. Philippe DENIS, Directeur.

Parle français et anglais

Mfazo Cliford MADONDO, chef de projet.

Parle anglais

Sinomlando a développé un programme de soutien psychologique aux orphelins dont les parents sont morts du sida (2 millions en Afrique du Sud), et qui sont souvent infectés eux-mêmes par la maladie.

Dans une société où le sida reste un tabou très fort suscitant silence et exclusion brutale et où les psychologues sont très peu nombreux, le Centre Sinomlando forme des volontaires, travailleurs sociaux et membres associatifs, au soutien psychologique des enfants et de leurs proches. Il propose une méthode s'appuyant sur des « boîtes de la mémoire » (Memory Box). Dans ces boîtes, l'enfant est amené à rassembler le souvenir de ses parents et de sa vie avec eux. En effet, croyant les protéger de ce qu'ils considèrent comme une infamie, les proches de l'enfant occultent souvent tous ses souvenirs. L'enfant peut ensuite rouvrir sa boîte quand il en ressent le besoin. Ce travail de résilience ne se fait pas sans précautions. L'achèvement du deuil et l'ouverture à l'avenir sont à ce prix. Basée à Pietermaritzburg, Memory Box propose ses ateliers dans tout le pays, expérimente cette méthodologie auprès de différents groupes vulnérables (enfants de réfugiés, handicapés...), et partage son expérience avec d'autres ONG africaines.

Régions visitées : Philippe Denis : Centre et Alsace

Mfazo Cliford Madondo : Centre

MIGRANTS
DEVELOPPEMENT AGRICOLE

🚩 **SPP – Surplus People Project**

Charles Ivan WILLIAMS, Pasteur Anglican, responsable de programme.

Parle anglais et afrikaans

Les premières actions de Surplus People Project remontent au début des années 80, époque où il avait surtout un rôle de lobbying et d'opposition face à la politique de déplacements forcés de la population appliquée par le gouvernement sud-africain. SPP, avec quelques autres organisations sud-africaines, a contribué à informer sur les migrations forcées pendant la période de l'apartheid. SPP ou projet des « laissés pour compte », est une ONG qui, depuis une quinzaine d'années, aide les populations noires déplacées dans les réserves rurales et expropriées dans le cadre de la politique d'apartheid à retrouver leurs terres, dans les provinces du Cap occidental et du Cap septentrional. Outre l'assistance juridique, l'action de SPP porte prioritairement sur l'appui à la structuration des mouvements fermiers de bases mais également sur la restitution des terres, l'amélioration de l'habitat, le développement de petites activités économiques dans les zones rurales et périurbaines.

Région visitée : Centre

BENIN

EGALITE HOMME-FEMME
DROIT ECONOMIQUE ET SOCIAUX

SINDO

Flore Emma MONGBO, Directrice de SINDO

Parle français et fon

SinDo milite pour améliorer les conditions de vie des femmes et enfants dans les régions rurales très défavorisées. Cette petite association, née en 1997 a mené de nombreuses actions dans la promotion sociale et économique des femmes (microcrédits, alphabétisation...), dans la promotion de la participation des femmes aux affaires publiques (dans les associations, dans la gouvernance locale..) et pour la protection des enfants (lutte contre le trafic d'enfants dans la sous-région, lutte contre le mariage forcé, lutte contre l'esclavage moderne de l'enfant domestique...).

SIN-DO est membre du Social Watch Bénin qui est un réseau des Organisations Non Gouvernementales qui exercent le contrôle citoyen centré sur la mise en œuvre de 12 cibles choisies par le gouvernement Béninois pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement. SIN-DO milite dans les groupes thématiques « Pauvreté », « Education » et « Egalité des sexes et autonomisation de la femme ».

Région visitée : Normandie

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

SYNPA - Synergie Paysanne

Dramane CHABI AKPO, Secrétaire Général Adjoint

Parle français et bariba

Synergie Paysanne est née au Bénin en 2002 de la volonté de quelques jeunes leaders du monde agricole de se mobiliser pour que les pouvoirs publics s'intéressent aux petits paysans et qu'ils les reconnaissent comme des acteurs du développement économique du pays. SYNPA est un petit syndicat qui porte de multiples revendications au nom des paysans. Il se mobilise notamment contre la politique très libérale du Président béninois (pro-agro carburants, profilières d'exportation, pro-OGM, appui aux entreprises étrangères...). SYNPA milite pour l'accès à la terre au bénéfice des petits paysans, pour le financement public de l'agriculture vivrière, sur l'interdiction des OGM...

Région visitée : France Comté

BURUNDI

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE
PAIX ET PREVENTION DES CONFLITS

ACORD

Sophie HAVYARIMANA, Coordinatrice pays ACORD Burundi.

Parle français et kirundi

ACORD, dont le siège est à Londres, est un consortium d'ONG européennes et canadiennes créée en 1976, dont le CCFD est également membre fondateur.

ACORD BURUNDI mène un programme axé sur la consolidation de la paix sociale. Cette association intervient dans des différents domaines : soutien à l'agriculture familiale et sécurisation foncière des petits producteurs ; prévention et résolution des conflits ; lutte pour le respect des droits des femmes et lutte contre le VIH/Sida. Autant d'enjeux cruciaux pour le pays. Son impact tient surtout à une méthode : Acord a pour principe de toujours travailler avec les associations communautaires de base. Renforcées, elles deviennent actrices du développement local et contribuent au processus de réconciliation — la vie s'améliore, de nouveaux liens se créent.

Région visitée : Lorraine

EDUCATION A LA CITOYENNETE

ASB – Association des Scouts du Burundi

Albert NYAMWANA, Commissaire général de l'ASB

Parle français et kirundi

Agréé en 1964 par le gouvernement burundais et par l'Organisation Mondiale du Mouvement Scout (OMMS) en 1979, l'Association des Scouts du Burundi est implantée sur tout le territoire national. L'ASB s'est donnée pour mission de "soutenir et encadrer la jeunesse pour en faire des hommes et des femmes responsables, créatifs, avec un sens spirituel profond, de véritables agents de développement et de paix durable".

L'ASB développe des programmes de développement communautaire dans différents domaines. En 2010, avec l'appui du CCFD et des Scouts et Guides de France, l'ASB a mené conjointement avec le REJA un important programme d'éducation citoyenne et électorale des jeunes en amont des élections. Faire que les jeunes participent au processus électoral, sans recourir à la violence, ni être instrumentalisés par les politiciens : ces deux associations ont relevé le défi !

Région visitée : Ile de France

🚩 INADES - Institut Africain pour le Développement Economique et Social**André BUTOYI**, Membre du Conseil d'Administration d'Inades*Parle français et kirundi*

Inades-Formation Burundi pour objectif de promouvoir une société civile rurale, au sein de laquelle les paysans, bien organisés, auront le pouvoir d'influencer les politiques de développement, de contribuer à la paix sociale et à la gestion des ressources naturelles. Cette association s'est fortement impliquée dans la structuration et l'appui aux coopératives et syndicats de producteurs des cultures d'exportation (café, coton, thé). Jusque-là marginalisés, ils sont peu à peu en mesure de revendiquer leurs droits, d'obtenir des prix plus justes et d'être considérés comme acteurs à part entière du processus de privatisation de ces filières – principales sources de devises pour le Burundi.

Site web: www.cerap-inades.org**Région visitée** : Ile de France

EDUCATION A LA CITOYENNETE

🚩 REJA – Réseau des Organisations de Jeunes en Action pour la Paix, la réconciliation et le développement**Fabrice RUBERINTWARI**, Membre du Conseil d'administration du REJA*Parle français et kirundi*

Le REJA compte 164 associations membres répartis sur l'ensemble du territoire national. Il a pour objectifs de renforcer les capacités de ses membres, de favoriser les synergies et d'être l'interface avec les bailleurs de fonds. Il mène également un plaidoyer pour l'élaboration d'une politique nationale en faveur de la jeunesse, l'implication des jeunes dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques et l'adoption de mesures favorisant l'emploi des jeunes.

En 2010, avec l'appui du CCFD et des Scouts et Guides de France, le REJA a mené conjointement avec l'ASB, un important programme d'éducation citoyenne et électorale des jeunes en amont des élections. Faire que les jeunes participent au processus électoral, sans recourir à la violence, ni être instrumentalisés par les politiciens : ces deux associations ont relevé le défi !

Région visitée : Ile de France**CAMEROUN**

Monseigneur Samuel Klela, Archevêque de Douala

Mgr Samuel KLEDA est né en 1959 à Golompuy en pays Toupouri, Région de l'Extrême Nord du Cameroun.

Après des études secondaires en philosophie, il a étudié la théologie au *Collegio Urbano* de Rome et se spécialisa ensuite à l'institut Pontifical Biblique de Rome où il fut diplômé d'une Maîtrise en Écriture Sainte.

Mgr Klela a été, entre autre, Vice-président de la Conférence Épiscopale du Cameroun (CENC) jusqu'en 2010 et Vice-président de la Commission pour les Affaires Économiques et Financières.

Il fut nommé Evêque de Batouri en 2000 par le pape Jean Paul II, et Archevêque de Douala en 2009 par le pape Benoit XVI.

Dans le diocèse de Douala, le CCFD - Terre Solidaire soutient 23 partenaires.

Région visitée : Provence – Alpes –Cote d'Azur**MALI**

EDUCATION A LA CITOYENNETE
FORMATION PROFESSIONNELLE**🚩 Centre Djoliba****Marc TRAORE**, Directeur des Programmes et Projets.*Parle français, anglais et bambara*

Créée en 1964, l'association vise à promouvoir le processus de démocratisation au Mali, la décentralisation et la citoyenneté communale dans les régions de Sikasso et Ségou. Le Centre Djoliba organise des conférences, débats sur les problèmes d'actualité et gère une importante bibliothèque ouverte à tous. Il appuie les initiatives de lutte contre le chômage et l'exclusion sociale des jeunes diplômés dans le district de Bamako. Il travaille aussi depuis plusieurs années sur les problèmes de l'excision des femmes et sur l'adoption par le Parlement d'une loi interdisant cette pratique. L'association met également en place un projet d'appui aux initiatives citoyennes de développement des capacités des acteurs communaux (élus, citoyens, et associations) dans les cercles communaux de Ségou et de Sikasso. Les bénéficiaires de ces projets sont : les élus locaux, les collectivités territoriales, les ONG, les groupements de femmes, les jeunes des cercles de Sikasso et de Ségou.

Régions visitées : Alsace et Lorraine

NIGER

SOVERAINETE ALIMENTAIRE

Afrique Verte**Hadiza ADA BOUREIMA**, Responsable des formations.*Parle français et haoussa*

Créée par cinq ONG françaises (Terre des hommes, Frères des hommes, Peuples solidaires, le CCFD-Terre Solidaire et l'AFVP) à la suite de la campagne de sensibilisation sur la sécurité et l'aide alimentaire à la fin des années 90, Afrique verte s'est donnée comme finalité de contribuer à l'autosuffisance alimentaire dans les pays du Sahel. A cette fin, elle organise des formations, des bourses céréalières entre les zones excédentaires et déficitaires, facilite la création des unités de transformation des produits, pour faciliter les échanges commerciaux à des prix « raisonnables » pour les producteurs et les consommateurs. Pour l'association, les crises alimentaires et les famines résultent bien souvent de mouvements spéculatifs et de l'absence de circuit commerciaux. Le réseau Afrique verte regroupe aujourd'hui 130 coopératives au Niger, 100 groupements villageois au Burkina, 400 organisations paysannes au Mali. Des représentants d'Afrique Verte ont participé au Forum social mondial de Bamako et de Dakar.

Régions visitées : Auvergne et LimousinSOVERAINETE ALIMENTAIRE
MODELE AGRICOLE**MOORIBEN****Nassourou MOUSSA**, Chargé de programme renforcement des capacités.*Parle français et sonraï*

Mooriben est une fédération nigérienne qui regroupe 17 Unions soit environ 29000 paysans et paysannes. La fédération a pour objectifs de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des paysans et la défense de leurs intérêts. Mooriben adhère à plusieurs réseaux nationaux et internationaux pour défendre la souveraineté alimentaire et le droit à l'alimentation. Chaque Union établit ses priorités et ses besoins afin d'augmenter les rendements de la production vivrière, accéder aux ressources en eau, sécuriser la production par la gestion de stocks et le warrantage, augmenter les savoir faire des paysans et leurs capacités d'organisation.

Région visitée : Rhône Alpes**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**RESSOURCES NATURELLES
DROITS ECONOMIQUES ET SOCIAUX**CERN – Commission Episcopale ad hoc pour les Ressources Naturelles****Coco MBANGU**, Secrétaire adjoint de la CERN*Parle français et kikongo*

La problématique des ressources naturelles est abordée par la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) depuis une dizaine d'années, sous l'impulsion notamment des Evêques du Katanga. En juillet 2007, l'Assemblée Plénière des Evêques a décidé de la création de la Commission Episcopale pour les Ressources Naturelles (CERN) dans le contexte particulier des processus en cours de révision des contrats miniers et forestiers initiés par le gouvernement congolais. La CERN a pour objectif de mettre en place, renforcer et coordonner des observatoires sur les ressources naturelles au niveau diocésain et provincial. Elle mène également des recherches et un plaidoyer pour une exploitation raisonnée des ressources naturelles, c'est-à-dire de manière transparente, équitable et profitant véritablement aux populations congolaises, y compris aux générations futures. La CERN va s'appuyer sur l'architecture déjà existante des commissions diocésaines Justice & Paix et des Comités Locaux de Gouvernance Participative actifs au niveau des communes. Les observatoires diocésains et provinciaux veillent à la collecte de données et font un travail de réflexion avec les communautés locales sur l'affectation des 10% qui leur reviennent pour des projets d'intérêt communautaire.

Région visitée : Ile de FranceACCES A LA TERRE
DEVELOPPEMENT RURAL**UWAKI Nord Kivu****Théogène KAMBERE SIKIRYAMUVA**, Chargé de programmes*Parle français et kinande*

UWAKI Nord-Kivu, autonome depuis 1995, est une fédération de groupements de femmes paysannes du Nord-Kivu. Cette fédération a pour mission de travailler à la reconnaissance du statut socio-économique et politique de la femme congolaise. D'une part, UWAKI vise l'amélioration des revenus et la professionnalisation des productrices par la promotion de filières agro-pastorales et des mutuelles de solidarité. D'autre part, UWAKI a initié un certain nombre d'initiatives de défense des droits des femmes, notamment du droit d'accès à la terre. Partie prenante du mouvement paysan congolais, UWAKI Nord-Kivu milite en faveur d'une politique agricole favorable à l'agriculture familiale et prenant en compte la dimension genre.

Région visitée : Midi-Pyrénées

TOGO

FEMME
ECONOMIE URBAINE

ECHOPPE

Mawulé DADJO épouse BALE, Directrice Exécutive

Parle français et mina

Echoppe est une petite ONG basée à Lomé depuis 1992 qui met en œuvre un programme original d'appui aux femmes en situation d'extrême pauvreté. Ces femmes sont accompagnées durant plusieurs années par des assistantes sociales de l'association qui leur fournit une boîte à outil complète pour s'assumer socialement et économiquement : éducation des enfants, alimentation et hygiène, alphabétisation, éducation citoyenne. Parallèlement Echoppe leur fournit une série de petits crédits sans caution adaptés à leur besoin pour commencer une activité économique et gagner un revenu. Progressivement, ces femmes trouvent leur place dans la société, se stabilisent et vont s'engager dans une démarche plus élaborée avec Echoppe et une mutuelle de femmes ou seule selon leurs désirs. En 18 ans, 25 000 petits prêts pour un total cumulé de 2 millions € ont permis à 10 000 femmes de développer une activité génératrice de revenus et d'améliorer les conditions de vie de 60 000 personnes.

Région visitée : Normandie

SYNDICALISME ET STRUCTURATION PAYSANNE
ACCÈS AUX SEMENCES ET ACCÈS À L'EAU

MAPTO - Mouvement pour une alliance paysanne au Togo

Valentin KONSANA, Président

Parle français et ewé

MAPTO est un mouvement syndical paysan né en 2003 qui rassemble aujourd'hui plus de 17 000 membres. MAPTO a pour vocation de défendre les intérêts des paysans auprès des partenaires publics et privés, de favoriser le dialogue, la réflexion en commun et le partage des expériences autour des questions majeures et essentielles du développement agricole et rural, de contribuer à l'émergence de l'identité paysanne et à la promotion des exploitations familiales pour un développement humain et durable. MAPTO met en œuvre deux projets importants de structuration de filières agricoles, une filière céréales dans la région centrale et une filière maraîchère dans la région de la Kara. MAPTO est devenu en 2008 le partenaire principal de l'Etat togolais pour assurer la sécurité alimentaire du pays. MAPTO développe également un mécanisme de commercialisation très simple et adapté aux marchés villageois « le Bol MAPTO » qui a permis une nette amélioration des revenus des petits paysans.

Région visitée : Normandie

AMERIQUE LATINE ET CARAIBES

ARGENTINE

DROITS HUMAINS
MIGRATIONS INTERNATIONALES

🌿 ACCION EDUCATIVA

Mónica Beatriz RIVERO, Professeur, responsable régionale de la coordination du Programme Mercosur Social et Solidaire (PMSS)

Parle espagnol

Acción Educativa est une ONG d'éducation populaire et d'appui au développement local intervenant essentiellement sur la Province de Santa Fé. Acción Educativa est un des partenaires stratégiques du CCFD - Terre Solidaire en Argentine et dans le Cône Sud. Elle assure notamment le Secrétariat exécutif du PMSS depuis 2008 et constitue un interlocuteur privilégié du CCFD - Terre Solidaire au niveau régional.

Acción Educativa a en outre sensibilisé le CCFD - Terre Solidaire et d'autres partenaires sur la région autour de la problématique de la traite des femmes. Elle mène avec le soutien du CCFD - Terre Solidaire des actions contre la traite des femmes à deux niveaux : un projet de référence national dans 5 provinces argentines et la coordination d'un projet régional (Argentine, Brésil, Chili, Uruguay, Paraguay, Bolivie).

Les pays de la région n'ont, pour le moment, pas apporté de réponse adaptée aux fléaux que sont la traite et le trafic de personnes à des fins d'exploitation sexuelle : l'accroissement de ce phénomène, en raison d'une pauvreté toujours préoccupante et d'inégalités en hausse, démontre que les dispositions légales existantes ne parviennent pas à freiner la violation des Droits humains que représente cette nouvelle forme d'esclavage et de soumission. Ce délit transnational et complexe demande des réponses multisectorielles qui concernent autant les Etats que les gouvernements locaux et la société civile organisée, depuis une perspective des Droits humains mais aussi la coordination d'actions au niveau régional.

Régions visitées : Bretagne et Pays de la Loire

BRESIL

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

🌿 MST - Mouvement des Sans Terre

Irma BRUNETTO, Membre de la Direction Nationale du MST

Parle portugais

Le MST s'est constitué dans le but de démocratiser l'accès à la terre. Sa mission est d'organiser les travailleurs ruraux sans terre dans la lutte pour leurs droits de citoyens. Ses objectifs sont de lutter pour un accès à la terre, pour la réforme agraire et pour la transformation de la société brésilienne. Le MST revendique la légalisation des terres occupées par les travailleurs ruraux, la mise en place de politiques de production familiale et de commercialisation, le développement de programmes spéciaux d'irrigation, la participation des paysans aux décisions relatives à la réforme agraire, la mise en place de politiques de protection de l'environnement, la justice pour les violences commises en milieu rural.

Région visitée : Franche Comté

COLOMBIE

RESPECT DES DROITS DES MINORITÉS INDIGENES
DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS
ACCES A LA TERRE

🌿 OIA - Organisation Indigène de Antioquia

Aida Petrona SUAREZ SANTOS, Trésorière de l'organisation

Parle espagnol

L'Organisation indigène d'Antioquia (OIA) est une association de « cabildos » (autorités) indigènes du département d'Antioquia. Elle a été créée en 1983 par les communautés indigènes pour articuler le mouvement indigène sur quatre problématiques essentielles pour les populations indigènes : unité, terre, culture et autonomie. L'OIA est à ce titre chargée de la représentation politique des communautés indigènes d'Antioquia appartenant aux peuples Tule, Senu, Embera Katio et Embera Chami. Elle revendique l'intégrité des droits humains et ethniques, recherche le plein exercice des droits des communautés indigènes du département, le renforcement du projet de résistance et de survie des peuples indigènes. Le projet soutenu par le CCFD - Terre solidaire vise à la construction d'un agenda politique et à l'organisation des populations indigènes pour la défense des droits économiques, sociaux et culturels du mouvement indigène colombien. Un travail de plaidoyer est développé dans cette finalité, notamment auprès des Nations Unies.

Page web : www.oia.org.co

Région visitée : Bretagne

GUATEMALA

EVOLUTION DES RAPPORTS FEMMES/HOMMES
DEFENSE DES DROITS DES FEMMES

🌿 **ACTORAS DE CAMBIO - Actrices de changement**

Angélica LOPEZ, Anthropologue et thérapeute, d'origine Maya K'iché, chargée de l'accompagnement à des groupes femmes victimes de violence dans la région d'Huehuetenango.

Parle espagnol

Le collectif « Actoras de Cambio » est né en 2004 à partir d'une alliance entre féministes pour rompre le silence autour des violences commises à l'égard des femmes pendant le conflit armé au Guatemala. Le projet mis en place par Actoras de Cambio est unique en son genre en Amérique latine, tant par la problématique qu'il aborde que par la méthodologie adoptée depuis 6 ans en accompagnement à des femmes indigènes Mayas victimes de violence sexuelle pendant la guerre au Guatemala. Les actions menées développent des processus d'auto-conscience chez les femmes ayant survécu aux violences leur permettant de surmonter les traumatismes subis et, par elles-mêmes, retrouver leur dignité. Le projet participe à la reconstruction de la mémoire historique à partir des voix des femmes et contribue à la recherche de voies alternatives de justice entraînant des réparations. L'objectif ultime de ce processus est de créer les conditions sociales garantissant la non-répétition des violences faites aux femmes, en impulsant l'organisation collective de celles-ci pour transformer leur réalité.

Régions visitées : Alsace et Lorraine

DEFENSE DES DROITS HUMAINS
PREVENTION ET RESOLUTION DES CONFLITS

🌿 **ODHAG – Bureau des Droits de l'Homme de l'Archevêché du Guatemala**

Ruddy Frank ZAPET DE LEON, Journaliste, assistant au sein du Conseil Editorial de l'ODHAG

Parle espagnol

Accompagner, promouvoir et défendre l'accomplissement des droits humains, à partir d'une optique d'option pour les pauvres, pour contribuer à la promotion de la dignité humaine et des valeurs d'une société solidaire, équitable et juste, respectueuse de sa pluri-culturalité : telles sont les missions de la ODHAG, dans un pays (le Guatemala) marqué par les déchirures d'un conflit armé interne (1960-1996), par les inégalités, les discriminations envers les populations indigènes et la violence. Le travail de l'ODHAG traduit un engagement de l'archidiocèse de Guatemala en faveur de la promotion de la dignité humaine. L'ODHAG veut favoriser la réconciliation nationale, à partir d'un travail de mémoire sur les réalités vécues pendant le conflit et d'éducation à la paix. Un secteur juridique assure l'attention à la population défavorisée dont les droits sont bafoués et accompagne des causes symboliques en matière de droits des populations indigènes. L'ODHAG assure aussi un travail de plaidoyer auprès des instances de gouvernement et des organismes internationaux afin de participer à la définition et au fonctionnement régulier d'un système de justice plus performant dans le pays. Des actions spécifiques orientées vers la défense et la promotion des droits des enfants sont menées régulièrement.

Région visitée : Midi Pyrénées

HAITI

Un an après le séisme dévastateur du pays, les 3 organisations partenaires présentes à cette Campagne de Carême interviendront essentiellement sur leurs projets liés au post-séisme et à la restructuration du pays.

SOVERAINETE ALIMENTAIRE
DEVELOPPEMENT RURAL

🌿 **CONCERT ACTION**

Anthony EYMA, Agronome, Directeur de l'organisation

Parle français

Association créée par un groupe d'agronomes et de médecins haïtiens soucieux de contribuer à l'amélioration du niveau de vie des populations rurales et du développement du pays, Concert Action intervient dans les domaines de l'agroforesterie, de l'approvisionnement en eau potable et de la santé communautaire, en concertation avec des groupements locaux structurés et mobilisés. Ses actions concernent principalement la réalisation de programmes hydrauliques, de programmes agricoles, de programmes de santé communautaire et de programmes d'appui aux initiatives locales à travers un travail d'ingénierie sociale.

Suite au séisme, Concert Action a joué un rôle primordial dans l'accompagnement des populations sinistrées en milieu rural proche de Port au Prince, du fait de son implication de longue date dans la zone de Petit Goâve. L'association a notamment valorisé les trois dispensaires de la zone, gérés par elle-même, comme points d'appui sanitaire. Elle développe également un programme de reconstruction de maisons et de formation des élus locaux.

Région visitée : Aquitaine

ITECA, Institut de Technologie et Animation**Robert METAYER**, animateur social, formateur en économie sociale et solidaire*Parle créole*

L'ITECA est un organisme d'éducation populaire dédié à l'accompagnement des expériences d'organisation en milieu paysan. Ses objectifs sont de contribuer au renforcement des capacités des organisations paysannes, avec une attention particulière pour la réalité socio-économique et culturelle des communautés rurales, et d'améliorer les conditions de vie et les possibilités de production des agriculteurs haïtiens. Elle y parvient à travers un travail d'animation en milieu rural et le développement et l'amélioration des techniques agricoles.

Suite au séisme, l'association a pris la décision de décentraliser ses bureaux et d'ouvrir 4 agences régionales (Gressier, Saint Marc, Savanette et Gros Morne, où est basé Robert Métayer) afin de renforcer l'accompagnement des populations rurales et des mouvements paysans, et d'approfondir le travail sur les filières mangue, avocat, maraîchage...

Du fait de sa présence historique auprès des populations de Gressier où son centre de formation a été détruit, ITECA a joué un rôle primordial dans l'accompagnement de ces populations rurales proches de Port au Prince et sinistrées : fourniture de semences, abris temporaires, reconstruction de maisons, concertation avec les autorités locales pour la mise en place des services de proximité.

Régions visitées : Auvergne et LimousinMICRO-CREDIT
CREDIT AGRICOLE
ECONOMIE RURALE ET URBAINE**KNFP - Conseil National de Financement Populaire****Dieudonné EUGENE**, chargé de projet, responsable du Bureau de Service et de Renforcement*Parle français*

Le KNFP est un réseau d'institutions engagées dans le financement décentralisé en milieu rural, réseau qui rassemble plus de 2500 structures de financement de base (banques communautaire ou mutuelles de solidarité), soit environ 62 000 membres répartis dans le pays. Le KNFP s'est donné pour mission d'orienter, à travers l'appui technique et institutionnel apporté à ses membres, la construction d'un système de financement populaire capable de constituer un réel levier susceptible de changer significativement la situation socio-économique des populations les plus démunies. Le KNFP travaille à la promotion et au renforcement du financement rural décentralisé en Haïti. Il est particulièrement engagé dans la formation des acteurs du financement rural, dans le renforcement organisationnel et dans l'amélioration des services financiers, en particulier dans le milieu rural.

Le KNFP met actuellement en place, avec l'appui du CCFD – Terre solidaire et de sa filiale d'investissement solidaire, la SIDI, un fonds pour le financement et de crédit dédié aux projets agricoles et ruraux. Dans le cadre de la reconstruction d'Haïti suite au séisme, la mise en place de ce fonds de grande envergure devrait contribuer à l'indispensable relance de l'économie agricole et rurale.

Suite au séisme ayant causé des dommages matériels (siège social inutilisable...) et immatériels (chute du taux de remboursement des prêts...), plusieurs missions du CCFD-Terre solidaire et de la SIDI ont permis un accompagnement rapproché. Mobilisé dans l'accompagnement des zones rurales reculées, notamment à travers l'espace de concertation (Makon) de Gros Morne, le KNFP s'est aussi mobilisé pour l'accès aux soins de santé lors de l'épidémie de choléra.

Région visitée : Centre**MEXIQUE**PREVENTION ET RESOLUTION DES CONFLITS
DROITS HUMAINS**SERAPAZ - Services et conseils pour la paix****Miguel ALVAREZ**, analyste social engagé auprès de plusieurs mouvements et réseaux sociaux mexicains et latino-américains dans la recherche et l'action sur la construction de la paix, les droits humains, la justice et les droits des peuples indigènes. Président de SERAPAZ.*Parle espagnol*

SERAPAZ est né dans le cadre de la recherche de solutions négociées pour le conflit armé au Chiapas dans les années 90, à partir de l'impulsion donnée par Mgr Samuel Ruiz (ancien évêque de San Cristobal de las Casas, Chiapas). L'expérience et la crédibilité acquises par l'association sont aujourd'hui mises au service des mouvements sociaux pour la transformation de leurs conflits. SERAPAZ agit à travers la formation à des acteurs sociaux en conflit, la médiation, et la production d'analyses sur la vie sociale mexicaine. Un observatoire de la conflictualité sociale du Mexique recense les conflits en cours, les étudie et produit des analyses pour nourrir le travail des médiateurs et des acteurs en conflit eux-mêmes.

Région visitée : Rhône - Alpes

PARAGUAY

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE
RAPPORTS FEMMES/HOMMES

CDE - Centre de Documentation et d'Études

Elsy Lourdes VERA OZUNA, Communicatrice sociale, éducatrice populaire

Parle espagnol

Le CDE, Centre de documentation et d'études, est une ONG très reconnue au Paraguay, née à partir du Banco Paraguayo de Datos (« banque de données paraguayennes ») qui avait été fermé arbitrairement par la dictature de Stroessner en 1983. Le CDE est à la base un centre de recherche en sciences sociales mais qui a su développer sur la base de pratiques de production de connaissances une vraie connaissance des organisations sociales du pays et des capacités d'appui, de structuration et de renforcement des principaux mouvements sociaux du pays : organisations paysannes principalement, mais aussi syndicats, organisations de femmes, etc.

Ils appuient notamment le Mouvement Paysan Paraguayen, l'Organisation de Lutte pour la Terre, membres de Via Campesina, et sont particulièrement impliqués dans le suivi des questions d'accès à la terre et de réforme agraire. Le CDE assure également la coordination du PMSS au Paraguay.

Région visitée : Provence – Alpes – Côte d'Azur

PEROU

IMPACT DES ACTIVITES MINIERES SUR LES COMMUNAUTES RURALES
DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

COOPERACION

Giselle SALAZAR BLANCO, Avocate

Parle espagnol

Cooperación a pour mission de promouvoir le développement des zones côtières et des zones d'exploitation des ressources minières et énergétiques au Pérou. Le projet soutenu par le CCFD – Terre solidaire cherche à contribuer à la bonne gouvernance et à la défense des droits des communautés paysannes et indigènes affectées par les industries d'extraction minière à travers un accompagnement durable visant à transformer les conflits et à générer une culture de dialogue et de l'approche participative qui aide à la promotion des processus de développement.

Page web: www.cooperacion.org.pe

Région visitée : Rhône - Alpes

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE
AGRICULTURE
ECONOMIE SOLIDAIRE

FOVIDA- Fomento de la Vida

Edith Yovana GARFIAS DAMIANO, Responsable du projet avec les syndicats paysans

Parle espagnol


FOVIDA naît en 1984, à partir d'un travail de terrain réalisé auprès des organisations populaires de femmes, en réponse à la crise économique, politique et sociale qui touche le Pérou. Son principal objectif réside dans l'amélioration des conditions de vie des secteurs populaires situés dans les zones urbaines marginales et rurales dans une perspective de développement local. FOVIDA vise à accroître les capacités techniques et politiques des acteurs de la société civile pour obtenir un développement local, régional et national durable.

FOVIDA travaille sur 4 programmes en particulier : Gestion sociale des services sanitaires et nutritionnels, Gestion économique des petites unités entrepreneuriales, Développement rural, Formation à la responsabilité des femmes des organisations populaires.

Le CCFD – Terre solidaire soutient un projet de renforcement de la filière de production de pommes de terre de 6 districts de la province de Jauja. Ce projet cherche à consolider la chaîne de production des pommes de terre à partir d'une intervention concertée et associée avec la Communauté de Yacus, à travers une stratégie comprenant l'amélioration des rendements de production des producteurs, le renforcement de leurs capacités pour la gestion d'entreprise, le développement de leur capacité de proposition, et la mise en place de mécanismes d'articulation commerciale avec le marché national et des entreprises agro-industrielles en tenant compte de la responsabilité sociale des entreprises.

Site web de l'organisation : www.fovida.org.pe

Régions visitées : Nord – Pas de Calais, Picardie et Champagne - Ardennes

 **GRESP - Groupe Réseau d'Économie Solidaire du Pérou**

Roberto LAY RUIZ, Président

Parle espagnol

Le GRESP est une association formée d'organisations sociales, ONG, organisations confessionnelles, organisations de producteurs et de personnes engagées dans la promotion de pratiques d'économie associative et de relations de solidarité dans l'économie. Elle est actuellement composée d'une quarantaine de membres.

Le GRESP organise des rencontres nationales, régionales ou continentales permettant l'échange d'expériences et la confrontation de débats sur l'économie solidaire, promeut des espaces d'articulation entreprises d'économie solidaire, tant au niveau national qu'international, réalise des études, des systématisations et des publications sur les questions d'économie solidaire, réalise des actions de plaidoyer sur l'économie solidaire à partir de propositions concrètes.

L'association vise à contribuer à la reconnaissance de l'économie sociale et solidaire en tant que stratégie de développement économique durable et socialement équitable en Amérique Latine et dans les Caraïbes, en cherchant à obtenir des autorités politiques des politiques publiques sectorielles destinées à soutenir les initiatives relevant de l'économie solidaire et à défendre une autre conception de faire de l'économie, dans une société extrêmement marquée par deux décennies de politiques économiques ultra libérales (sa validation grâce à des organismes publics régionaux et des organisations de la société civile et régionales, en rendant manifestes ses impacts sociaux, économiques, environnementaux et politiques).

Le CCFD – Terre solidaire soutient deux projets :

- le premier vise à contribuer à la reconnaissance de l'économie sociale et solidaire en tant que stratégie de développement durable et socialement équitable en Amérique latine et dans les Caraïbes,
- le second cherche à contribuer à l'amélioration des possibilités de production et de gestion des petits producteurs, à l'accroissement des marchés pour leurs produits, au respect de l'environnement et au développement de la sensibilisation des consommateurs.

Site web de l'organisation : www.gresp.org.pe

Région visitée : Bretagne et Pays de la Loire

ASIE

TRAVAIL DES FEMMES
DROITS DES FEMMES

🌀 **WWA – Working Women Academy**

Jini YOUNG PARK, Coordinatrice du Programme Asie de WWA

Parle coréen et anglais

Les travailleuses étaient déjà l'arme secrète du succès économique de Singapour, Taïwan, Hong Kong et de la Corée. Depuis lors, d'autres pays asiatiques ont fait les mêmes choix sans que la situation des femmes ne s'améliore. Avec la globalisation les entreprises, pour rester compétitives, tentent de tirer le maximum des travailleuses, grâce à un cadre législatif peu contraignant en matière de droits du travail. Les conditions de travail actuelles sont telles que près de 80% des travailleuses des entreprises d'export rencontrent des problèmes de santé mais leurs droits sont extrêmement limités car leurs emplois sont souvent précaires et informels, et moins payés que ceux des hommes. WWA, créée en 2003, a lancé en un programme régional et organisé des événements visant à croiser les expériences des femmes asiatiques dans le domaine de la construction de mouvements de travailleuses. Ces rencontres et visites de terrain ont permis la création d'un réseau incluant des ONG internationales telles qu'Oxfam ou AMRC.

L'objectif de WWA est de favoriser l'émergence de leaders féminins pour défendre les droits des travailleuses et de constituer un mouvement asiatique de travailleuses activistes.

Pour ce faire, des formations se font à 4 niveaux : local, entre deux pays, régional et continental. Les programmes sont adaptés aux besoins spécifiques des différents pays (pays où l'industrialisation est récente, pays ayant déjà une expérience de mouvement de travail,...).

Régions visitées : Nord Pas de Calais, Picardie et Champagne Ardennes

CAMBODGE

DROITS DE L'HOMME
PLAIDOYER

🌀 **ADHOC – Association des Droits de l'Homme et du Développement au Cambodge**

NAY VANDA, Responsable du Département Plaidoyer et Responsable Adjoint des Droits Humains, Chargé des Médias, Expert légal du Programme concernant le Tribunal des Khmers Rouges.

Parle cambodgien, khmer et anglais

ADHOC a été créée en décembre 1991 par un groupe d'anciens prisonniers politiques. Il s'agit de la première organisation de défense des droits de l'homme créée par des cambodgiens, c'est également la plus importante. L'association s'est donné pour mission d'éduquer les cambodgiens et leur donner ainsi le pouvoir de défendre leurs droits, et de faire pression auprès des membres du gouvernement afin que les droits humains soient respectés et qu'ils gouvernent en toute transparence. ADHOC veut mener des changements dans les politiques et les pratiques des institutions démocratiques, en particulier le système judiciaire et renforcer la société civile.

Les programmes consistent à apporter une formation sur les droits et les lois en organisant des formations au niveau local avec des ateliers, des séminaires et des tables rondes. Il s'agit également de soutenir les victimes dans leurs démarches en participant aux enquêtes et en leur apportant l'assistance légale et matérielle et notamment par la procuration d'un avocat pour les défendre lors du procès. Enfin ADHOC assure une surveillance des conditions de détentions dans plusieurs prisons, et du respect des procédures électorales lors des scrutins nationaux notamment.

D'autre part, ADHOC mène une activité de plaidoyer auprès des autorités locales et nationales pour qu'elles puissent prendre des mesures appropriées s'il y a lieu, lorsque des abus ou des violations des droits de l'homme sont commis. L'association alerte régulièrement la population et la communauté internationale pour que ces actions de lobbying soient connues, relayées et appuyées.

Enfin, l'association s'est impliquée dans le processus de jugement des dirigeants khmers rouges dans le cadre du tribunal international mis en place au Cambodge en 2006. Elle a participé à la sensibilisation des populations sur le fonctionnement du tribunal et appuyé la constitution des parties civiles.

Région visitée : Midi Pyrénées

INDONESIE

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE
REFORME AGRAIRE
PLAIDOYER

🌊 SPI - Union des paysans d'Indonésie

ZUBAIDHA, Membre du conseil national paysan de SPI

Parle le bahasa indonésien

SPI est une fédération indonésienne, basée à Java, regroupant 14 organisations paysannes et représentant un million de personnes réparties dans l'ensemble de l'Archipel. Elle est membre de Via Campesina dont elle assure le secrétariat international à Jakarta depuis 2004.

Elle a pour objectif majeur de mettre en place la réforme agraire afin de favoriser une politique agricole concourant à la souveraineté alimentaire du pays. En tant qu'organisation de lutte paysanne, elle porte une grande attention aux conséquences de la libéralisation de l'agriculture (avec une vigilance particulière sur les accords de libre échange bilatéraux) et considère les axes de travail suivants comme primordiaux : la réforme agraire, les droits et les conditions de vie des paysans, le genre, la souveraineté alimentaire, les ressources génétiques et la biodiversité.

La loi de 1960 qui rend obligatoire la mise en place d'une réforme agraire juste n'est pas respectée, le gouvernement favorisant l'implantation d'entreprises agro-industrielles et d'investissement étrangers afin d'exploiter les ressources naturelles du pays (terre, eau, forêt). Pour dénoncer ces politiques, SPI mène des campagnes d'éducation auprès des populations rurales, dont les jeunes et les femmes, et réalise d'importantes actions de plaidoyer à travers tout le pays.

Région visitée : Franche Comté

PHILIPPINES

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE
REFORME AGRAIRE
PLAIDOYER

🌊 IRDF - Fondation pour le développement rural intégré

Arze GLIPO, Directrice

Parle philippin et anglais

IRDF vise une société économiquement viable et équitable pour les Philippines, où la pauvreté et la faim seraient éliminées. Sa mission est de renforcer la capacité économique, sociale, politique et institutionnelle des groupes vulnérables tels que les petits paysans, les pêcheurs et les femmes en milieu rural mais également les populations indigènes, afin de leur permettre de vivre de leur travail.

IRDF s'inspire d'études de cas concrètes sur le terrain afin de développer des axes de thématique du plaidoyer à destination de l'Etat, aussi bien au niveau national qu'au niveau sous-régional. En effet IRDF est le secrétariat général de l'Asian Pacific Network for Food Sovereignty qui coordonne le travail de nombreuses organisations paysannes réparties dans toute la région d'Asie du Sud Est.

Région visitée : Aquitaine

MIGRATION INTERNATIONALE

🌊 KAAGAPAY

Goldy Luck OMELIO, Bénévole du "Centre des Jeunes Tribaux à Mindanao" et Coordinatrice de "Jeunes Femmes pour la Paix à Mindanao"

Parle cebuano et anglais

Créée pour venir en aide et mieux protéger les travailleurs migrants philippins, l'association Kaagapay intervient dans la partie nord de l'île de Mindanao aux Philippines. L'association offre différents types de services, aussi bien destinés aux migrants expatriés travaillant ou ayant travaillé à l'étranger qu'à leur famille restée sur place : conseil et assistance juridique, session d'information sur les conditions de travail à l'étranger, dénonciation auprès de l'état des agences de recrutement qui ne respectent pas les droits des migrants, suivi psychologique et soutien d'activités génératrices de revenus pour les migrants rentrés au pays, etc.

Région visitée : Aquitaine

VIETNAM

SPERI – Social Policy Ecology Research Institute

Lanh TRAN THI, Fondatrice et Présidente de SPERI

Parle vietnamien et anglais

L'action a été initiée par Mme Tran Thi Lanh en 1990 alors qu'elle effectuait des recherches pour sa thèse en biologie sur les cultures traditionnelles (notamment les plantes médicinales) utilisée par les femmes Dao. Interpellée par leur isolement, la méconnaissance complète de leur situation et les systèmes de solidarités développés par les femmes, Mme Tran Thi Lanh a commencé à travailler avec ces groupes ethniques dans le but de valoriser leur culture. Très vite, les femmes se sont montrées les plus actives et l'axe de travail est également devenu la défense de leurs droits et la valorisation de leur rôle, y compris au sein de leurs communautés.

Les problèmes rencontrés par les femmes de différentes communautés étant communs à l'ensemble des groupes ethniques, une mise en réseau a commencé à se mettre en place dans le cadre d'un réseau informel TEW – Towards Ethnic Women. A partir de ce moment là, le travail a évolué dans le cadre de différents réseaux de groupes de minorités ethniques (rassemblant hommes et femmes) pour notamment travailler sur les droits fonciers des minorités ethniques, la reconnaissance des pratiques traditionnelles agricoles et d'irrigation, une approche régionale des droits des minorités ethniques sur la zone Vietnam – Laos – Thaïlande, les ethnies concernées (notamment les tai, dao et hmong) étant transfrontalières et rencontrant les mêmes problématiques dans les 3 pays.

Ces réseaux se retrouvent maintenant au sein du programme MECO ECOTRA, réseau communautaire pour la promotion d'échanges agro écologiques. Ce réseau soutenu par SPERI, qui tire son origine de Toward Ethnic Women, est maintenant géré et animé par un ensemble de paysans référents. Ces paysans, formés par SPERI au sein des écoles paysannes de terrain, Farm Fields School, sont les potentiels leaders paysans capables d'impulser des changements tant au niveau de leurs communautés qu'à un niveau national et même régional.

De part sa vision régionale du bassin versant du Mékong, son approche respectueuse des connaissances et des pratiques des populations, sa volonté de systématiser et de faire connaître les expériences réussies des communautés locales, SPERI a fait émerger une organisation paysanne informelle de niveau sous régionale et l'a positionnée comme un acteur pertinent vis-à-vis des autorités Laotiennes et Vietnamiennes. Son travail de capitalisation de leurs pratiques, de formation de jeunes leaders, et de mise en réseau au niveau régional pourrait permettre à cette organisation informelle de proposer des alternatives agro écologiques de valorisation des ressources naturelles du bassin versant du Mékong.

Région visitée : Auvergne

BASSIN MEDITERRANEEN

EGYPTE

EDUCATION
DEVELOPPEMENT

JBA – Association des Jésuites et Frères pour le Développement

Ayman SAAD DANIEL, Directeur exécutif

Parle arabe et anglais

Créée en 1966, l'association des Jésuites et Frères pour le développement (Jesuit and brothers association for development) est devenue une référence dans le paysage social de la région de Minia en Haute-Egypte par ses diverses activités au bénéfice des plus marginalisés de la société. Elle gère, avec une équipe de salariés et de bénévoles, plusieurs centres sociaux et de développement dans lesquels elle mène une action d'éducation, de formation et de sensibilisation. Les bénéficiaires sont les habitants des quartiers pauvres, sans discrimination religieuse. Elle fait partie du réseau des associations de jésuites en Egypte présentes au Caire, à Alexandrie et Assiut. Si les services sociaux demeurent un axe majeur du travail de JBA, les actions pour la promotion économique des plus pauvres (programmes de microcrédit pour la micro-entreprise, amélioration des techniques et des revenus des petits paysans, insertion professionnelle des handicapés physiques et mentaux....) et la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes constituent aujourd'hui une des priorités de la stratégie de l'association avec l'appui de divers donateurs. L'association est un membre actif de l'Alliance des ONG pour l'Education.

Région visitée : Provence Alpes Cote d'Azur

ISRAEL

EDUCATION
DEVELOPPEMENT

BALADNA

Nataly HAYIK, Coordinatrice de projets et animatrice de groupes

Parle arabe et anglais

Créée en 1999, par des universitaires arabes israéliens, Baladna soutient la mise en place d'un mouvement de jeunes palestiniens en Israël. L'association organise des formations aux jeunes adultes, lycéens et collégiens sur les questions de la démocratie, l'identité culturelle et le genre dans le but de former de jeunes leaders, en mesure de créer un changement dans la société israélienne pour une égalité entre citoyens juifs et palestiniens. Baladna mobilise des jeunes pour des jeunes dans des programmes éducatifs et culturels, les sensibilise sur l'importance de l'éducation et des études supérieures, favorise le développement d'un leadership communautaire et renforce les capacités de gestion d'associations.

Région visitée : Rhône Alpes

LIBAN

ACCES A L'EAU
TOURISME SOLIDAIRE

MADA

Le nom du partenaire sera communiqué ultérieurement

Mada est une organisation non gouvernementale, laïque et politiquement indépendante, active au Liban depuis 2000. C'est une organisation intermédiaire basée à Beyrouth qui vient en appui aux structures communautaires et associatives dans les territoires ruraux du Nord et du Sud du Liban. Elle développe des liens durables entre les communautés locales et les acteurs institutionnels, privés ou associatifs qui agissent sur le territoire. Pour cela, l'approche de Mada consiste à stimuler l'organisation d'un tissu d'associations et de coopératives dans sa principale région d'intervention, le Nord du Liban.

L'un des objectifs de MADA est le développement rural intégré à la protection de l'environnement et des ressources naturelles (eau, végétation, fertilité naturelle des sols...). L'association opte pour la diversification des activités économiques en montagne notamment en développant un tourisme solidaire permettant de valoriser rationnellement les productions locales de terroir et de favoriser l'ouverture et l'échange entre populations.

Région visitée : Provence Alpes Cote d'Azur

MAROC

MIGRATION INTERNATIONALE
EDUCATION
DROITS HUMAINS

🚩 **IDD**

Rafik NAJI, Président de l'association Tifaouine

Parle arabe et amazighe

IDD est un réseau de 15 associations issues de l'immigration et s'inscrit dans une dynamique de renforcement de la société civile pour un développement durable, juste et solidaire. Le réseau a pour objectif d'animer et d'alimenter un ensemble d'acteurs du développement solidaire, de contribuer à la concertation et à l'échange, d'encourager la réalisation de projets de développement durable, juste et équitable pour construire un meilleur monde.

L'association Tifaouine pour la culture, l'Education et le développement, basée dans la région de Azilal (Moyen Atlas) appartient à ce réseau. L'objectif de l'association est d'encourager les activités à caractère culturel, éducatif et social. Pour ce faire, elle crée et gère des bibliothèques et des salles informatiques, une crèche associative et organise des activités sportives et culturelles pour les jeunes. De plus, Tifaouine propose chaque année un séminaire avec une thématique précise permettant aux acteurs de la société civile marocaine de se rencontrer, d'échanger et partager leurs connaissances afin d'envisager des stratégies communes de travail et de développement.

Région visitée : Bretagne

PALESTINE

ACCES A L'EAU
DROITS DE L'HOMME

🚩 **MEC-DSPR - CONSEIL DES EGLISES DU MOYEN-ORIENT – COMITE INTERNATIONAL DES CHRETIENS A JERUSALEM**

George RISHMAWI, Coordinateur du plaidoyer au Département de Soutien aux Réfugiés Palestiniens (DSPR).

Parle arabe et anglais

Le département de soutien aux réfugiés palestiniens du Conseil des Eglises du Moyen-Orient (membre du Conseil Mondial des églises) est une association œcuménique, créée en 1949 pour apporter de l'aide aux réfugiés palestiniens. L'association a des bureaux en Cisjordanie, à Gaza, au Liban, en Israël et en Jordanie. L'organisation a pour but d'améliorer les conditions de vie des réfugiés palestiniens, en particulier femmes et enfants, en mettant à disposition des services dans les domaines de l'éducation, de la santé, du renforcement des capacités. Il joue aussi un rôle de sensibilisation et d'interpellation sur le respect des droits humains.

Le Comité International des Chrétiens est la branche du DSPR basée à Jérusalem. Le programme de plaidoyer de ce comité est axé sur la question de l'accès à l'eau dans les territoires palestiniens occupés et les conséquences sanitaires et environnementales de l'occupation sur ce besoin vital qu'est l'eau.

Régions visitées : Champagne-Ardenne, Nord Pas de Calais et Picardie

AGRICULTURE

🚩 **PFU – The Palestinian Farmers Union**

Khaled SOBOH, Secrétaire du Conseil d'Administration de PFU et membre du Département Plaidoyer et Lobbying au Comité d'Aide aux Agriculteurs Palestiniens (PARC)

Parle arabe

L'union des Fermiers Palestiniens est une organisation à but non lucratif créée en 1993. Elle regroupe 220 comités et groupements agricoles en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Le secteur agricole est, tant économiquement que culturellement, un secteur clé en Palestine. C'est aussi le secteur le plus durement touché par l'occupation israélienne et ses conséquences : confiscation de terres, dégradation des cultures, déracinement des oliviers, destruction des systèmes d'irrigation. En outre, avec la construction du Mur, les agriculteurs rencontrent de plus en plus de difficultés pour produire et commercialiser leurs produits. Dans ce contexte, les principaux objectifs de PFU sont d'encourager l'action collective des paysans et leur organisation en coopératives, de les aider à renforcer leur influence pour peser sur les décisions de politique agricole, de les représenter et défendre leurs droits professionnels et de promouvoir un rapport responsable à la terre.

Région visitée : Franche Comté

EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

KOSOVO

MIGRANTS
DROITS DE L'HOMME

🚩 RADC – Centre de Documentation sur les Roms et les Ashkali

Adem BEHA, Coordinateur du programme d'enregistrement civil et d'intégration sociale des communautés RAE au Kosovo

Parle albanais et anglais

Avdulla MUSTAFA, Assistant de coordination du programme de soutien aux victimes de rapatriements forcés

Parle rom, serbe et anglais

Le RADC (Roma and Ashkali Documentation Center) a débuté ses activités en 2004. Il s'agit de l'unique association rassemblant des Roms, des Ashkalis et des Egyptiens (RAE : trois groupes globalement assimilés aux Roms mais étant habituellement très divisés). Ils ont en effet décidé de se mobiliser ensemble pour aider tous les Roms et Ashkalis expulsés de l'Union européenne. Leur objectif est de garantir la dignité humaine de ces populations expulsées en assurant la protection de leurs droits. Ce travail de terrain alimente le plaidoyer et l'interpellation des autorités kosovares et internationales.

Régions visitées : Champagne-Ardenne, Nord Pas de Calais et Picardie

MIGRATIONS

FRANCE

MIGRATIONS
FEMMES

🚩 FIA-ISM Femmes Inter Associations – Inter Service Migrants

Léa LI YUNG RAMIELSON, Coordinatrice de projet

Parle français et malgache

Adolé ANKRAH, Directrice

Parle français

Créée en 1987, l'association FIA-ISM a pour objectif de favoriser la promotion sociale, professionnelle et culturelle des femmes issues de l'immigration. Elle entend impulser, développer et valoriser des projets associatifs portés par des femmes migrantes ou issues de l'immigration. Elle se veut être pour les associations de femmes migrantes des quartiers défavorisés une instance de communication, un lieu ressource d'échanges et de confrontation, pour valoriser la solidarité et lutter contre toutes formes de discriminations. FIA-ISM effectue également un fort travail de médiation sociale et sanitaire, et est en lien à ce sujet avec Romani Criss, une association. Depuis 4 ans, FIA-ISM, forte de son expérience acquise en matière d'accompagnement de projets, a fortement mis l'accent sur le volet "participation des femmes migrantes au développement de leur pays d'origine". En ce sens, 2011 sera l'année du renforcement des échanges entre actrices du nord et du sud et de la création d'un réseau Sud/nord de femmes pour le développement et la solidarité internationale.

Région visitée : Bretagne

PRESENCE DES PARTENAIRES AUX EVENEMENTS 50 ANS EN REGIONS

REGIONS	VILLES	DATES	PARTENAIRES
Alsace	Colmar	26 mars	Djoliba - Mali Sinomlando- Afrique du Sud Actoras de Cambio - Guatemala
Aquitaine	Bordeaux	19 mars	Concert Action - Haiti IRDF - Philippines Kaapagay - Philippines
Auvergne	Clermont Ferrand	2-3 avril	ITECA - Haïti SPERI - Vietnam Afrique Verte - Niger
Bretagne	Rennes	19 mars	Accion Educativa - Argentine OIA - Colombie IDD - Maroc GRESP - Pérou FIA - ISM - France
Centre	Orléans	2 avril	Sinomlando - Afrique du Sud SPP - Afrique du Sud KNFP - Haïti
Champagne Ardenne	Troyes	26 mars	MECC-DSPR - Palestine FOVIDA - Pérou RADC - Kosovo CPLO - Afrique du Sud WWA - Corée du Sud
Franche Comté	Dole	2 avril	MST - Brésil PFU - Palestine SPI - Indonésie SYNPA - Bénin
Limousin	Limoges	19 mars	ITECA - Haïti SPERI - Afrique Verte - Niger
	Panazol	20 mars	
Lorraine	Villers les Nancy	19 mars	Acord - Burundi Djoliba - Mali
Midi-Pyrénées	Toulouse	26 mars	Uwaki - RDC ODHAG - Guatemala ADHOC - Cambodge
Nord-Pas-de-Calais	Liévin	2 avril	MECC-DSPR - Palestine FOVIDA - Pérou RADC - Kosovo CPLO - Afrique du Sud WWA - Corée du Sud
Normandie	Caen	26-27 mars	MAPTO - Togo ECHOPPE - Togo SINDO - Benin
PACA	Marseille	26 mars	Monseigneur Kleda - Cameroun JBA - Egypte CDE - Paraguay Mada - Liban
Picardie	Amiens	19 mars	MECC-DSPR - Palestine FOVIDA - Pérou RADC - Kosovo CPLO - Afrique du Sud WWA - Corée du Sud
Rhône-Alpes	Bourg de Péage	2 avril	Baladna - Israël Mooriben - Niger Cooperacion - Pérou Serapaz - Mexique
	Annecy	2 avril	
	Pomeys	2 avril	
	Lyon	18 -19 mars	

Le CCFD-Terre Solidaire, première ONG française de développement

Avec **40 millions d'euros de budget** et près de **500 initiatives soutenues** chaque année dans plus de **60 pays du Sud et de l'Est**, le CCFD-Terre Solidaire a acquis un savoir faire et de nombreuses références dans le dialogue avec les sociétés civiles de ces pays.

La mission de solidarité internationale du CCFD-Terre Solidaire place le développement de tout homme et de tout l'homme au cœur de ses préoccupations. Cette mission se décline à travers trois lignes d'action complémentaires :

- **Le soutien à des initiatives de développement** promues et mises en œuvre par des partenaires situés dans des pays du Sud et de l'Est.
- **Une politique d'éducation au développement** en France qui incite le citoyen à exercer sa responsabilité et à agir individuellement et collectivement.
- **Une démarche de plaidoyer** auprès des responsables politiques et économiques français, européens et internationaux, pour qu'ils prennent davantage en compte les intérêts des populations du Sud.

Ses ressources financières proviennent presque en totalité de la générosité du public, garantie de son indépendance d'action et de parole : en 2009, plus de **350 000 donateurs** ont fait confiance à l'ONG, lui assurant **82,9% de ses ressources** (le CCFD-Terre Solidaire est agréé par le Comité de la charte du don en confiance). Une partie de ses fonds provient également de produits financiers qu'il propose aux épargnants pour qu'ils fassent de leur argent un outil au service du développement.

L'association peut compter sur la mobilisation d'un réseau de **15 000 bénévoles** et sur une équipe de **170 salariés** à Paris et en région. Enfin, elle participe à une soixantaine de collectifs thématiques et de plateformes géographiques.

Président : Guy Aurenche

Délégué général : Bernard Pinaud

Dates clés du CCFD-Terre Solidaire

13 janvier 1961 : Création du Comité catholique contre la faim (CCCCF) selon la Loi 1901

1968 : Première campagne de sensibilisation destinée aux jeunes.

1983 : Création du premier produit financier de partage, le FCP "Faim et Développement", associant légitime rémunération de l'épargne et aide au développement ; création de la SIDI (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement), filiale du CCFD qui appuie des structures de financements de proximité.

1984 : Le CCFD est reconnu Association d'utilité publique.

1986 : Le CCFD devient membre du Conseil national de la solidarité.

1992 : Terre d'Avenir, forum international du développement organisé par le CCFD au Bourget, réunit 60 000 personnes.

1993 : Le CCFD est déclaré Grande cause nationale de l'année.

1998 : Le CCFD obtient le Statut spécial consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations unies.

2008 : le CCFD associe un prénom à son nom et devient le CCFD-Terre Solidaire